

L'Église catholique en RDC pleure le Cardinal Laurent Monsengwo Pasinya : Acteur majeur de la réconciliation nationale

Au cœur de l'Église catholique de la RDC en contexte des dictatures consécutives (de Joseph-Désiré Mobutu à Joseph Kabila Kabange, en passant par Laurent-Désiré Kabila), les chrétiens et les personnes de bonne volonté ont appris, sous l'impulsion de la vision et du discours sociopolitique de l'épiscopat catholique congolais, à s'organiser autour des valeurs mobilisatrices pour énoncer ou dénoncer, consolider ou combattre, infléchir ou reconduire les pratiques politiques. On notera que « L'Église catholique assigne des rôles variés à différents acteurs qui sont investis des pouvoirs distincts. Elle exerce des pouvoirs et demeure un lieu de production de vie sociale et de reproduction de la culture. Elle inspire, norme, sous-tend et légitime des attitudes, des rassemblements¹, des ralliements collectifs² ».

Sous l'épiscopat de Laurent Monsengwo (2007-2018), témoin et acteur majeur de l'histoire de la RDC³, l'Église de Kinshasa se mobilise politiquement autour *des valeurs de vérité et de justice*. L'on se souviendra que le Cardinal Laurent Monsengwo Pasinya est cet éminent homme d'Église qui a présidé la Conférence épiscopale du Zaïre (CEZ) de 1984 à 1992, la Conférence nationale souveraine (CNS) en 1991, le Haut Conseil de la République (HCR) et le Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) de 1992 à 1994. Il a participé à la signature du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement de la Région de grands lacs. Dans le contexte politique de premières élections démocratiques en RDC (2006) où il devient archevêque de Kinshasa, ses prises de position vis-à-vis du pouvoir politique, de l'insécurité permanente à l'est du pays, et des élections libres et transparentes, font frémir la classe politique. Devant les multiples manœuvres du pouvoir en place visant à torpiller le processus électoral de 2011 (telle la modification de la loi électorale), Laurent Monsengwo dénonce la fraude, réclame la « vérité des urnes » comme une condition de paix sociale, et convie le peuple congolais à s'atteler à la restauration de l'autorité de l'État. On retient entre autres déclarations celle-ci : « *Une autorité et un pouvoir qui ne s'occupent pas en premier lieu du bien commun et du peuple, mais de ses propres intérêts, est un pouvoir sans objet⁴* ». La vérité est pour Monsengwo une expression de la visibilité de la foi et de l'action de l'Église. L'Église de Kinshasa célèbre la vérité aussi bien en chaire de vérité que sur les tribunes de la place publique. « *On n'allume pas une lampe pour la mettre sous le boisseau* » (Mt 5, 15). Les médias catholiques participent à cette visibilité religieuse et politique de l'Église de Kinshasa, au refus de « *domination* » et de la « *médiocrité* » des hommes politiques congolais, à la désapprobation du rejet des acquis de la CNS par les soi-disant libérateurs du pays. La

¹ Les marches répétitives des chrétiens (16 février 1992 et du 16 février 2012, la contestation des résultats des élections de 2011, la marche du 1^{er} août 2012 organisée par la CENCO pour dénoncer le projet de balkanisation de la RDC, sont autant d'exemples.

² Je pense en particulier au ralliement des autres Églises et confessions religieuses avec l'Église catholique pour défendre la démocratie et l'État de droit.

³ Lire IWELE Godé, *Mgr Monsengwo. Acteur et témoin d'histoire*, Duculot, Louvain-la-Neuve, 1995. GAIZE Roger & NDAYWEL Isidore (éd.), *25 ans d'épiscopat au service de la Vérité, la Justice et la Paix (1980-2005)*, T. 1, *Mgr Laurent Monsengwo, pasteur infatigable* ; T. 2, *Mgr Laurent Monsengwo, Artisan de Justice et de Paix* ; T. 3, *Mgr Laurent Monsengwo, Passionné de Science*, Médiaspaul, Karthala, Kinshasa, Paris, 2008.

⁴ CORREIG I.-M, *Laurent cardinal Monsengwo Pasinya. Pasteur zélé au service de la foi. 6 ans au service de la vérité de la foi dans le monde (2008-2013)*, t. IV, Médiaspaul, Karthala, Kinshasa, Paris, 2013, p. 35.

reconstruction de la RDC et sa libération sont pour Laurent Monsengwo une œuvre commune dont ne peut se dédouaner l'Église. Les prétextes de distinction d'ordre entre le temporel et le spirituel ne suffisent pas et ne sauraient justifier une quelconque indifférence de l'Église vis-à-vis du politique et de la politique. Aussi, la mission de l'Église catholique en RDC comporte-t-elle une dimension politique que ne saurait justifier le prétexte de neutralité. Au-delà de la contribution propre à chaque évêque catholique en RDC, la réconciliation nationale apparaît comme une requête d'une Église fraternité. Les appels des archevêques et évêques catholiques à la mobilisation nationale rendent compte du fait que, si l'Église est une fraternité, ses filles et fils ne peuvent pas vivre séparés. Si elle est vraiment catholique, elle doit être ouverte à toutes les cultures et à toutes les différences. C'est en structurant les rapports sociaux selon le modèle de la famille et de la fraternité⁵ que l'Église catholique en RDC essaie de signifier dans ses engagements sociopolitiques les anticipations du Royaume de Dieu. Car, si celui-ci renvoie à la justice, la réconciliation et la paix, il s'ensuit que l'enjeu de l'engagement ecclésial en rapport avec les luttes et les aspirations des peuples fait de l'Église un sacrement de la réconciliation dont la mission consiste à faire advenir une société fraternelle.

Eugène MUNSAKA KABEYA,

Extrait de son ouvrage : *L'épiscopat catholique congolais au défi de la réconciliation nationale en RDC (1990-2018). Mobiliser pour reconstruire*, L'Harmattan, Paris, 2021, p. 178-179.

⁵ Lire NDONGALA MADUKU Ignace, « Responsabilité sociale et politique de l'Église du Congo cinquante ans après l'Indépendance », dans MOERSCHBACHER Marco et NDONGALA MADUKU Ignace, *Culture et foi dans la théologie africaine. Le dynamisme de l'Église catholique au Congo Kinshasa*, Karthala, Paris, 2014.